

Fiche 101



Schéma général et encours du financement des entreprises

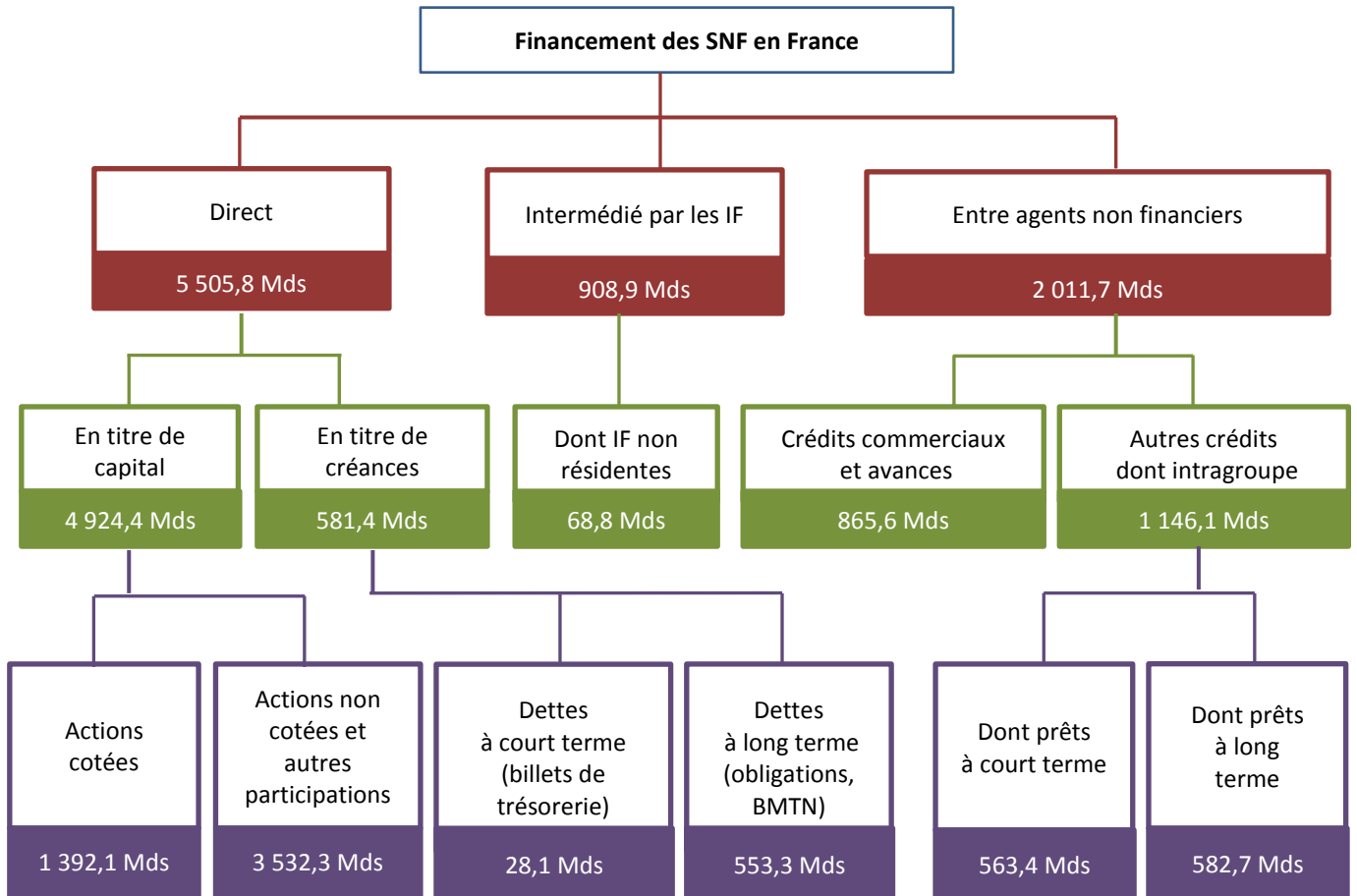
Mots clés : dettes, actions, financement de marché, financement intermédié

Sommaire

1. Schéma des différentes sources de financement des sociétés en 2014	2
2. Répartition des encours de dettes (passifs) des sociétés non financières.....	3
3. Répartition des flux totaux de financement des sociétés non financières	4
4. Les données bilancielle	6
5. Les Entreprises Individuelles	8
6. Les autres engagements des entreprises	11

[Retour sommaire général](#)

1. Schéma des différentes sources de financement des sociétés en 2014



Source : Extraits des comptes financiers trimestriels (10 avril 2015)

Les passifs financiers sont évalués au prix du marché pour les titres cotés et au prix de marché assorti d'une décote pour non-liquidité pour les actions non cotées.

Les comptes nationaux financiers, établis par la Banque de France, reprennent les classifications des différents « secteurs institutionnels » de la comptabilité nationale. Ainsi, les entreprises sont représentées par la catégorie des « sociétés non financières » (SNF), dont sont exclues les entreprises individuelles classées dans le secteur des « ménages ». Les intermédiaires financiers (IF), à l'origine des financements octroyés, recouvrent un périmètre plus large que les seuls établissements de crédit. Ceux-ci comprennent en effet les Institutions Financières et Monétaires (IFM), composées de la banque centrale, des établissements de crédit, des OPCVM monétaires, et les autres intermédiaires financiers (institutions financières diverses et autres OPCVM). Les comptes des SNF sont établis à partir des informations déclarées par les autres secteurs. Certaines informations proviennent du dispositif d'Élaboration des Statistiques Annuelles d'Entreprises (ESANE), géré par l'INSEE. Des précisions complémentaires sont disponibles sur le site de la Banque de France www.banque-france.fr (économie et statistiques).

2. Répartition des encours de dettes (passifs) des sociétés non financières

Endettement sur les marchés des sociétés non financières

(en milliards d'euros)

Encours	2013	2014
<i>En valeur de marché</i>		
• Titres de créances à court terme (billets de trésorerie principalement)	22,5	28,1
• Titres de créances à long terme (obligations principalement)	467,9	553,3
Total endettement sur les marchés	490,5	581,4
<i>En valeur nominale</i>	465,9	517,5
○ Dont en euros	375,3	398,9
○ Dont en devises	90,6	118,6

Source : extraits des comptes financiers trimestriels au 10 avril 2015 (passifs)

Crédits aux sociétés non financières

(en milliards d'euros)

Encours	2013	2014
Endettement auprès des Institutions Financières (résidentes et non résidentes)*	888,2	908,9
• Crédits à court terme (≤ 1 an) en euros et en devises	171,6	174,1
• Crédits à long terme (> 1 an) en euros et en devises	711,3	730,1

Source : extraits des comptes financiers trimestriels au 10 avril 2015

* y compris intérêts courus non échus sur crédits (5,3 Mds).

Les sociétés non financières (SNF) résidentes en France recourent de manière croissante aux marchés financiers. Alors qu'en 2007, les concours octroyés par les institutions financières représentaient près de trois fois les montants d'endettement contractés sur les marchés (772 milliards contre 259 milliards), l'endettement sous forme de titres de dettes négociables a doublé en 7 ans. Il constitue ainsi une alternative importante au crédit bancaire qui ne progresse que de 14% sur la même période.

L'accès au marché demeure limité restreint à de grandes sociétés. Il n'y a qu'environ 200 sociétés émettrices d'obligations. Sur le segment court terme, l'utilisation des billets de trésorerie se développe avec 73 émetteurs en 2014, contre 60 en 2011, et des volumes émis en hausse de 52%, le quart provenant d'entreprises publiques.

Autres crédits entre agents non financiers

(en milliards d'euros)

	2013	2014
Encours	1148,4	1146,1
<ul style="list-style-type: none"> Autres prêts à court terme en euros et en devises (prêts entre agents non financiers hors crédits commerciaux) 	567,5	563,4
<ul style="list-style-type: none"> Autres prêts à long terme en euros et en devises (prêts entre agents non financiers y compris comptes courant d'associés, comptes de filiales, dettes subordonnée) 	580,9	582,7

Autres dettes des sociétés non financières

	2013	2014
Encours		
<ul style="list-style-type: none"> Crédits commerciaux et avances (crédits accordés par les fournisseurs et avances sur travaux en cours) classés hors crédits dans les autres comptes à recevoir ou à payer. 	674	700,4
<ul style="list-style-type: none"> Autres comptes – décalages comptables (impôts, cotisations sociales, loyers ...) 	103,4	165,2
Total autres dettes	774,4	865,6

Source : extrait du compte de patrimoine financier provisoire -10 avril 2015

Les autres dettes, contractées auprès des agents non financiers, que ce soit à court ou long terme, représentent plus de 2 012 Mds d'euros fin 2014. Ce montant, constitué de financements intragroupes, crédit fournisseur et dettes fiscales et sociales, se situe à un niveau supérieur à celui des dettes bancaires et de marché. Les créances de même nature s'établissent à 2 163 Mds d'euros et compensent les passifs recensés de sorte que les sociétés résidentes sont en position de prêteur net vis-à-vis des autres agents économiques non financiers.

3. Répartition des flux totaux de financement des sociétés non financières

Flux en milliards d'euros - Source : extrait des Comptes Nationaux –INSEE

	Flux cumulés en 2013	Flux cumulés en 2014
Valeur ajoutée	1070,3	1073,6
Excédent brut d'exploitation	317,5	315,8
Revenus de la propriété nets	-72,9	-63,4
Épargne brute	179,6	185,8
Investissement	243,8	247,9
Variation de stocks	3,3	9,0

	Flux cumulés en 2013	Flux cumulés en 2014
Capacité (+) ou Besoin (-) de financement	-47,0	-50,5
Taux de marge	29,7	29,4
Taux d'investissement	22,8	23,1
Taux d'autofinancement	73,7	74,9

Ensemble des flux de financement sur l'année 2014 et comparaison avec 2013 (flux nets d'engagements contractés)

(en milliards d'euros).

	Flux cumulés en 2013	Flux cumulés en 2014
Flux nets d'engagements contractés (I)	127,5	94,9
• Émissions nettes d'actions et autres participations	68,4	76,6
• Endettement sur les marchés	16,9	50,3
○ Titres de créance à court terme	-2,4	5,1
○ Titres de créances négociables et assimilés	19,3	45,2
• Financement intermédié*	8,2	17,4
○ Crédit à court terme des IF	2,5	2,0
○ Crédit à long terme des IF	6,1	15,9
• Autres crédits	16,2	-17,3
○ Autres prêts à court terme	-1,7	-18,5
○ Autres prêts à long terme	17,9	1,2
• Autres comptes à recevoir ou à payer nets	17,8	-32,1
Flux net d'acquisition d'actifs financiers (placements) (II)	92,6	48,1
• Numéraires et dépôts	46,3	21,4
• Titres	-23,3	-21,4
○ Titres de créance à court terme et OPCVM monétaires	-18,9	-17,5
○ Titres de créance à long terme et OPCVM non monétaires	-4,4	-3,9
• Actions et autres participations (a)	50,3	38,6
• Autres crédits	19,3	9,5
Solde de dettes (I-II)	-34,9	-47

Source : extrait du compte financier – Banque de France (DSMF)

* y compris intérêts courus non échus sur crédits (-0,5 Mds).

En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

L'analyse des flux permet de mesurer les évolutions des sources de financement des entreprises en France. En 2014, les SNF accusent une nouvelle dégradation de leurs marges. L'excédent brut d'exploitation stagne (-0,5%) et se situe à son plus bas niveau depuis 1985. L'épargne résiste néanmoins grâce à l'amélioration du solde des revenus financiers (intérêts, dividendes et bénéfices réinvestis), consécutive à l'allègement des charges financières sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt, favorisant une remontée du taux d'autofinancement.

Dans le même temps, les sociétés renforcent leurs investissements productifs, pour la troisième année de suite (+1,7% en valeur après +1,1% en 2013 et 2012°) et reconstituent leurs stocks. Dans ces conditions, le besoin de financement s'alourdit et s'élève à 50,5 milliards d'euros.

Pour le couvrir, les sociétés ont accru leurs flux d'endettement. Les crédits obtenus des établissements financiers accélèrent. Outre l'augmentation des investissements et des besoins liés à l'exploitation, la demande est tirée à la hausse par les opérations de reprises et de restructurations d'entreprises. Les financements longs de marché, de type obligataires, continuent aussi de se développer à un rythme soutenu, surtout chez les grandes entreprises, avec un effet de substitution aux dettes bancaires. Les émissions de titres à court terme (billets de trésorerie) redeviennent positives (5 milliards) après les remboursements nets de 2013. Les volumes nets d'émissions d'actions et autres titres de participation atteignent 76,6 milliards. S'ajoutant à l'épargne (autofinancement), le financement propre constitue la première source de financement des SNF.

En matière de placements, sur l'ensemble de l'année 2014, le flux des placements financiers des SNF s'inscrit en baisse par rapport à l'année précédente. Les SNF renforcent leurs dépôts liquides au détriment des titres de créance et d'OPC monétaires.

Le besoin de financement (solde du compte de capital issu des calculs de l'INSEE) et le solde des dettes (issu des comptes financiers) doivent correspondre, en théorie. Mais établis à partir de sources différentes, un écart statistique existe de manière récurrente, d'un montant variable d'une année à l'autre.

4. Les données bilancielles

Les données d'entreprises servent à produire les comptes nationaux des sociétés non financières (SNF). Leur exploitation directe apporte un complément à l'analyse en fournissant notamment une segmentation par taille des entreprises non financières, selon la définition de la LME (loi de modernisation économique du 4 août 2008), distinguant PME, Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) et Grandes entreprises.

Ces données sont stockées dans le fichier bancaire des entreprises (FIBEN), alimenté par les informations comptables issues des liasses fiscales (entreprises soumises au BIC BRN). Elles constituent la base des comptes sociaux avec plus de 250 000 bilans annuels.

Le bilan fonctionnel

(en % du total)

	PME		ETI		GE		TOUTE TAILLE	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
ACTIF-EMPLOIS								
Immobilisations incorporelles	10	10	9,5	9,3	6,3	7,1	7,7	8,1
Immobilisations corporelles	45,9	44,8	38,7	38,9	31,7	32,9	35,6	36,2
Biens financés par crédit bail	3,2	3,1	0,9	0,9	0,4	0,3	0,9	0,9
Autres actifs immobilisés (a)	10,7	11,7	29,5	29,3	46,8	45,5	37	36,4
Immobilisations	69,9	69,6	78,6	78,3	85,2	85,9	81,2	81,6
Stocks	14	13,1	8,5	8,2	3,9	3,7	6,6	6,2
Crédit interentreprises	3,5	3,8	1,6	1,3	-0,6	-0,6	0,6	0,5
Autres créances et dettes d'exploitation	-6,4	-6,5	-3,9	-3,8	-2,9	-2,9	-3,7	-3,6
Besoin en fond de roulement d'exploitation	11,1	10,3	6,2	5,7	0,4	0,2	3,5	3,1
Besoin en fond de roulement hors d'exploitation	-0,6	-0,3	-0,2	-0,1	-0,4	-0,6	-0,4	-0,4
Disponibilités	10	10,3	3,6	3,8	3,1	3,3	4,2	4,4
Valeurs mobilières de placement	5,5	5,2	3	2,8	3,2	3,2	3,5	3,4
Part à moins d'un an des créances sur le groupe et les associés	4,2	4,8	8,8	9,4	8,5	8	7,9	8
Trésorerie à l'actif (a)	19,7	20,3	15,4	16	14,8	14,5	15,7	15,7
PASSIF-RESSOURCES								
Capitaux propres (a)	34,1	35,8	30,9	30,6	31,1	31,4	31,4	31,8
Amortissements et provisions	31,4	31,6	34,5	35,7	33,7	34,3	33,6	34,3
Obligations et assimilées	0,8	1	4,5	5,2	11,5	11,6	8,1	8,4
Emprunts bancaires	18,2	16,9	13,6	12,2	4,2	3,7	8,7	7,9
Crédit bail	2,6	2,4	0,7	0,7	0,3	0,2	0,7	0,7
Autres dettes	10	9,5	11,2	11,6	14,9	14	13,2	12,7
Endettement stable (a)	31,5	29,7	30	29,6	30,8	29,5	30,7	29,6
Concours bancaires courants	2,5	2,4	1,8	1,7	0,7	1,1	1,3	1,4
Part à moins d'un an du groupe et des associés	0,4	0,5	2,7	2,5	3,6	3,6	2,9	2,9
Trésorerie de passif (a)	2,9	2,9	4,6	4,2	4,4	4,7	4,2	4,3
Fonds de Roulement net global (FRNG)	27,1	27,5	16,8	17,6	10,4	9,3	14,5	14,1
Besoin en fond de roulement (BFR)	10,5	10	6	5,6	0	-0,4	3,1	2,7
Trésorerie nette	16,8	17,4	10,8	11,8	10,4	9,8	11,5	11,4

Champ : entreprises non financières non financières définies au sens LME ; Ensemble des activités marchandes à l'exclusion des secteurs KZ (activités financières hors holdings) et O (administration)

(a) Montants retraités de l'estimation des doubles comptes

Source : Banque de France, base Fiben (novembre 2014)

L'examen de la structure de financement des entreprises françaises, au vu de leurs comptes annuels, met en évidence :

- Un poids élevé des fonds propres, en hausse sensible en 2013 dans les PME

Concernant les capitaux propres, deux constats principaux peuvent être faits : leur part dans l'ensemble des ressources est plus élevée s'agissant des PME ; cette part a eu tendance à augmenter sur la période récente. Les différences entre tailles d'entreprises sont plus fortes en ce qui concerne les amortissements et provisions : la part de cette forme de fonds propres dans le total des ressources, atteint son plus haut niveau dans la catégorie des ETI.

- Un niveau d'endettement maîtrisé

En 2013, le poids de l'endettement financier se rétracte globalement dans toutes les tailles, de façon plus marquée dans les PME. S'agissant de sa structure, les PME font davantage appel au financement bancaire que les autres catégories.

- Une montée inégale des dettes obligataires

La part des obligations dans l'endettement financier augmente par rapport à celle des dettes bancaires mais demeure très basse dans les PME (1 % des ressources).

➤ Un équilibre bilanciel satisfaisant

Un équilibre bilanciel satisfaisant suppose que les ressources stables (capitaux propres, amortissements et provisions, endettement stable) couvrent, au minimum, les emplois stables (immobilisations) ainsi que la fraction permanente des besoins en fonds de roulement.

L'examen du fonds de roulement net global (FRNG) montre qu'il assure largement la couverture des besoins en fonds de roulement (522 % en 2013, 467 % en 2012) pour l'ensemble des entreprises. Les grandes entreprises supportent un poids important en matière d'immobilisations mais bénéficient en contrepartie d'une BRF très faible, voire négatif.

➤ Une trésorerie confortable

La trésorerie nette correspond à la différence entre trésorerie active et passive. Dans les PME, les montants de trésorerie active sont 7 fois plus élevés que ceux de la trésorerie passive, alors que le rapport se situe entre 3 et 4 pour les autres tailles et l'ensemble. Rapportée aux capitaux propres, la trésorerie nette tend à stagner ou à reculer en 2013 pour l'ensemble de la population (35,8 %, soit -0,6 point), notamment dans les grandes entreprises (31,2 %, soit -2,2 points) et dans une moindre mesure dans les PME (48,6 %, soit - 0,7 point), mais elle croît très sensiblement dans les ETI (38,6 %, soit + 3,6 points). En 1996, toutes tailles confondues, ce niveau avoisinait 20% seulement.

5. Les Entreprises Individuelles

La France comptait au 1^{er} janvier 2013 plus 3,7 millions d'entreprises actives dont 1,85 million d'entreprises individuelles – artisans, commerçants, professions libérales – soit 49,3% du total des entreprises, hors agriculture.

Le nouveau régime de l'auto-entrepreneur, entré en vigueur en janvier 2009, a fortement pesé sur les créations d'entreprises individuelles puisque sur la période 2009-2013, il représente 76% des nouvelles immatriculations d'entreprises individuelles et 55% du total des créations d'entreprises.

S'ajoutent près de 500 000 exploitations agricoles dont 70%, soit 340 000, sont des exploitants individuels, chiffre en forte diminution (en 1988, le nombre total d'exploitation dépassait le million dont 93% sous forme individuelle).

Bien que les entreprises individuelles soient classées dans le secteur des « ménages », la comptabilité nationale est en mesure de distinguer au sein du compte des ménages les opérations des entreprises individuelles relatives aux comptes de production et d'exploitation.

Ainsi, en 2014, les entreprises individuelles ont généré près de 133 milliards d'euros de valeur ajoutée, soit 12% du montant réalisé par les sociétés. Leurs investissements professionnels sont en revanche plus réduits, à hauteur de 5% de celui des sociétés non financières.

Principaux ratios des comptes des entreprises individuelles (en milliards d'euros)

	2013	2014
Production	191,8	194,2
Valeur ajoutée brute	132,8	132,0
Revenu mixte (*)	114,5	114,1
Taux de marge en % : revenu mixte / VA	85,2 %	86,4
Taux d'investissement	8,1%	7,7%

Source : extrait des Comptes Nationaux –INSEE

(*)Le revenu mixte contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire, et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur. Cette mesure, en majorant les profits des entrepreneurs individuels du montant de leurs revenus personnels, majore le taux de marge de ce secteur.

Les sources de financement externe des entreprises individuelles sont bien plus limitées que celles des sociétés. Elles font appel essentiellement au crédit bancaire et, dans une moindre mesure, au crédit interentreprises.

Crédits aux Entreprises Individuelles

(en millions d'euros)

Encours	2013	2014
Endettement auprès des Institutions Financières (résidentes et non résidentes)*	137585	133144
• Crédits à court terme (≤ 1 an) en euros et en devises	3930	3792
• Crédits à long terme (> 1 an) en euros et en devises	132829	128549
Autres crédits entre agents non financiers	159	99
Total crédit	137744	133243

Source : extrait du compte financier –Direction Générale des Statistiques-avril 2015

En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

* y compris intérêts courus non échus sur crédits (914 millions).

Autres dettes des EI

(en millions d'euros)

Encours	2013	2014
• Crédits commerciaux et avances (crédits accordés par les fournisseurs et avances sur travaux en cours) et décalages comptables (impôts, cotisations sociales, loyers ...).	21192	23282

Source : extrait du compte de patrimoine financier provisoire -10 avril 2015

Ensemble des flux de financement des EI sur l'année 2011 et comparaison avec 2010 (flux nets d'engagements contractés)

(en millions d'euros).

	Flux cumulés en 2013	Flux cumulés en 2014
Flux nets d'engagements contractés (I)	506	-4490
• Financement intermédié	566	-4430
○ Crédit à court terme des IF	9	-138
○ Crédit à long terme des IF	582	-4268
• Autres prêts et emprunts nets(b)	-60	-60
• Autres comptes à recevoir ou à payer nets	0	0
Flux net d'acquisition d'actifs financiers (placements) (II)	815	2076
• Dont Numéraires et dépôts	766	1923
Solde de dettes (I-II)	-309	6564

Source : extrait du compte financier – Banque de France (DSMF)

Composition de l'endettement bancaire des EI

Les données collectées auprès des établissements bancaires *via* les centralisations financières territoriales (CEFIT) ne permettent pas de distinguer au sein de l'endettement des entrepreneurs individuels la partie « professionnelle » de la partie strictement « privée » les deux parties étant d'ailleurs souvent étroitement liées.

En millions d'euros

	Encours au 31/12/2013	En cours au 31/12/2014
Créances commerciales	82 343	68 616
Crédits à l'exportation	1 837	1 729
Crédits de trésorerie	7 190 669	7 363 980
Ventes à tempérament	343 991	272 250
Prêts personnels	3 180 637	3 274 982
Utilisation d'ouvertures crédit permanent	1 436 759	1 521 798
Crédit global d'exploitation	551 553	565 421
Crédits de trésorerie divers	1 677 729	1 729 529
Crédits à l'équipement	31 320 171	29 710 014

	Encours au 31/12/2013	En cours au 31/12/2014
Crédits à l'habitat	83 921 913	84 993 126
Prêts non réglementés	77 491 634	78 819 452
Prêts conventionnés	3 789 154	3 848 724
Prêts d'épargne logement	696 972	552 721
Autres prêts réglementés	287 607	219 736
Crédits promoteurs	163 166	147 467
Prêts à 0% - ministère du logement	1 493 380	1 405 026
Comptes ordinaires débiteurs	1 493 697	1 455 039
Autres crédits	819 361	794 052
Crédit-bail	282 492	265 547
Total	125 112 483	124 652 103

Source : Centralisations financières territoriale DGS DSMF

Le champ de ces ventilations régionales et départementales est plus restreint que celui des statistiques de crédit nationales.

En particulier, ne sont pas repris les encours distribués dans les DOM ni ceux distribués par les sociétés financières. Pour mémoire, les encours totaux de crédit aux entrepreneurs individuels sont de 133,1 Mds d'euros au 31/12/2014 (cf. compte de patrimoine financier). L'écart entre les 2 sources est néanmoins bien plus faible que pour les SNF.

6. Les autres engagements des entreprises

Les engagements hors bilan

(Encours en millions d'euros)

	Engagements par signature (crédits mobilisables)			Garanties octroyées (avals et cautions)	
	Nombre d'entreprises (*)	Encours		Encours	
		Déc. 14	Déc. 13	Déc. 14	Déc. 13
PME	813 614	49 999	46 366	12 152	11 816
Dont entreprises individuelles	274 161	2 117	1 984	311	289
ETI	5 490	58 620	60 669	10 778	10 667
GE	240	123 725	120 039	20 834	17 694

	Engagements par signature (crédits mobilisables)		Garanties octroyées (avals et cautions)		
	Nombre d'entreprises (*)	Encours		Encours	
Ensemble (hors Divers SCI)	819 344	232 344	227 074	43 763	40 177
<i>Divers SCI</i>	<i>505 492</i>	<i>7 102</i>	<i>8 026</i>	<i>2 456</i>	<i>2 974</i>
Total	1 324 836	239 446	235 101	46 219	43 151

(*) Entreprises ayant contracté un crédit de plus de 25 000 euros auprès d'un établissement de crédit français

Source Service Central des Risques

Les crédits mobilisables correspondent à la partie non utilisée des crédits confirmés et des crédits documentaires, ainsi qu'à la partie disponible des crédits en compte d'affacturage.

L'assurance-crédit

L'assurance-crédit est une assurance qui protège les entreprises contre le risque d'impayés en leur permettant d'être couvertes et indemnisées en cas de non-paiement de leurs créances commerciales, sur leur marché domestique comme à l'export.

Depuis 2010, les assureurs crédit et les assureurs caution pour les entreprises peuvent accéder à une partie des services FIBEN. En contrepartie de leur adhésion, ils procèdent à des déclarations mensuelles auprès du Service Central des Risques portant sur les encours garantis.

Synthèse de la centralisation

(montants en millions d'euros)

Nombre d'entités juridiques assurées	36 067
Dont EJ « multi-assurées » (1)	3 210
Total des encours valorisés (2)	210 969
Moyenne par EJ assurée	5.849
1 ^{er} quartile par EJ assurée	0.065
Médiane par EJ assurée	0.461

1 : Entités ayant souscrit au moins un contrat auprès de plusieurs assureurs-crédits

2 : Seuils : 25 000 € pour les encours assurés

Source Service Central des Risques 8 MARS 2015

Le nombre d'entreprises assurées pour un encours au moins égal à 25 000 euros dépasse 36 000 entités en France pour un encours garanti de plus de 210 milliards d'euros. Pour la moitié de ces entreprises, le montant couvert est inférieur à 500 000 euros et pour le quart inférieur à 65 000 euros.

Références

www.banque-france.fr

- Comptes financiers et non financiers nationaux
La publication des comptes financiers nationaux intervient chaque année au mois de mai sur le site de la Banque de France en coordination avec celle de l'INSEE sur les comptes nationaux non financiers.
- Rapport annuel de la Balance des Paiements :
- Statistiques sur les émissions de titres
- Statistiques sur les titres de créances négociables (financement de marché de court ou moyen terme)
Tableaux de bord des encours de crédits (financement intermédié par les établissements de crédit résidents)
- Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France
- Statistiques monétaires de la Banque de France